

Communiqué de presse pour la salarisation de tous les stages

La Coalition de résistance pour l'unité étudiante syndicale (CRUES), un nouveau regroupement d'associations étudiantes représentant 35 000 étudiant.e.s, prévoit cette semaine trois jours de grève et des manifestations régionales pour revendiquer la salarisation de tous les stages. La CRUES soutient que ces actions surviennent après l'échec de plusieurs autres tentatives de la part des étudiant.e.s pour se faire entendre à ce sujet : « *La revendication féministe de payer les stages, elle existe depuis plus d'une décennie maintenant* ».

Après une grève générale étudiante en 2019 pour cet enjeu, suivie d'une tentative juridique toujours en cours pour syndiquer les stagiaires et puis une grève d'environ 60 000 étudiant.e.s le 10 novembre dernier, la CRUES estime que « *la seule option restante est de faire monter la pression* ».

Si certains secteurs de formation ont obtenu des bourses quelques temps après la grève en 2019, la coalition étudiante juge ces mesures comme étant foncièrement insuffisantes : « *le montant de ces bourses est dérisoire et leurs conditions d'obtention sont inéquitables, voire paternalistes. Ça passe complètement à côté de ce qu'on demande, soit que les stages soient considérés pour ce qu'ils sont : du travail. C'est pas compliqué : un travail mérite salaire, juste une compensation c'est de l'exploitation.* »

La CRUES rappelle ainsi que les stagiaires au cégep et à l'université « *effectuent annuellement 31 millions d'heures de travail gratuit* » et que, dans la majorité des cas, les stages non rémunérés obligatoires à la formation se trouvent « *dans des domaines traditionnellement investis en majorité par des femmes, des personnes immigrantes et des étudiant.e.s de 1ère génération* ». La CRUES donne en exemple une étude de l'Institut de recherche et d'informations socioéconomiques (IRIS) révélant qu'en 2017-2018, « *74 % des stagiaires au collégial étaient des femmes et 64 % l'étaient au niveau universitaire.* »

À l'heure d'une importante pénurie de main d'œuvre, les étudiant.e.s en éducation, par exemple, effectuent souvent de la suppléance rémunérée pendant ou avant même de débiter les multiples stages obligatoires à leur formation. Ces stages requièrent de payer des frais de scolarité et de suivre des cours en même temps.

La CRUES souligne à ce sujet que « *le nombre d'heures de stages requis, toute formation confondue, a connu une forte augmentation dans les dernières décennies. La formation était-elle moindre auparavant? Non, c'est plutôt que les milieux de travail s'attendaient à devoir accorder plus de temps de formation aux personnes nouvellement employées, tout en les rémunérant.* »

Selon la propre estimation de l'association, payer tous les stages selon les taux en vigueur dans le secteur public coûterait 878 M\$ annuellement au gouvernement provincial, un montant qui représente environ 0,6% de son budget. La coalition étudiante ajoute à cela que « *l'État subventionne déjà des entreprises privées avec un crédit d'impôt pour leurs stagiaires, ce qui lui a coûté 69,9 M\$ en 2023* ». Or, pour la CRUES, le fait que les formations bénéficiant de cette subvention soient principalement liées à des domaines traditionnellement masculins « *démontre à quel point la CAQ est hypocrite quand vient le temps de rémunérer équitablement les femmes* ».

La CRUES est une organisation syndicale étudiante fondée l'année dernière qui vise à défendre et promouvoir la condition matérielle étudiante.

Manifestations régionales prévues

Montréal : vendredi 29 mars 13h à la place Émilie-Gamelin.

Rimouski : mardi 26 mars à 10h, départs du cégep et de l'université.

Québec : mardi 26 mars à 12h au 2320 rue des bibliothèques et mercredi 27 mars à 12h30 devant l'Assemblée nationale